



**PRÉFÈTE
DU PUY-DE-DÔME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

PRÉFECTURE DU PUY-DE-DÔME
ARRÊTÉ N°

20260441

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Auvergne-Rhône-Alpes**

ARRÊTÉ DE MISE EN DEMEURE

pris en application de l'article L. 171-8 du code de l'environnement
à l'encontre de la société **PAPREC AUVERGNE**, sise 30 Route des Volcans Charlon 63230 Saint-Ours, de respecter certaines prescriptions

La préfète du Puy-de-Dôme,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite,

Vu le Code de l'Environnement, et notamment ses articles L.171-1, L.171-6, L.171-8, L.171-11, L.172-1, L.172-4, L.511-1, L.514-5 et R.541-45 ;

Vu l'arrêté ministériel du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 24 février 1981 et les arrêtés complémentaires des 12 janvier 1987, 24 juillet 2006, 16 avril 2010, 13 novembre 2012 et 22 décembre 2015 autorisant la société Paprec Auvergne à exploiter une installation de regroupement de déchets sur la commune de Saint-Ours ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement en date du 30 décembre 2025 faisant suite à l'inspection du 2 décembre 2025, transmis à l'exploitant par courrier avec accusé de réception en date du 31 décembre 2025 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'Environnement ;

Vu la réponse du 19 janvier 2026 de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé ;

Considérant que l'article 1.4.1 de l'arrêté préfectoral du 13 novembre 2012 modifié stipule que les déchets de bois sont autorisés pour un volume maximal de 800 m³ ;

Considérant que l'inspection du 2 décembre 2025 a permis de constater que le volume des stockages de bois atteignait un volume d'environ 3 000 m³ supérieur au seuil de 800 m³ autorisé ;

Considérant que l'article 4.3.5 de l'arrêté préfectoral du 13 novembre 2012 modifié fixe des valeurs limites de rejets aqueux ;

Considérant que l'inspection du 2 décembre 2025 a permis de constater que de nombreuses valeurs limites étaient dépassées sur les deux points de rejets d'eaux pluviales ;

Considérant que l'article 4.3.5 de l'arrêté préfectoral du 13 novembre 2012 modifié demande une autorisation de déversement des eaux pluviales dans le réseau communal ;

Considérant que l'inspection du 2 décembre 2025 a permis de constater l'absence de cette autorisation ;

Considérant que l'article R.541-45 du code de l'environnement impose la mise en place d'un système de suivi des déchets dangereux ;

Considérant que l'inspection du 2 décembre 2025 a permis de constater que la société Paprec Auvergne réalise des ruptures de traçabilité non autorisées par l'arrêté préfectoral d'autorisation et en contradiction avec le système de gestion des bordereaux de suivi des déchets défini par l'article ci-dessus ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société Paprec Auvergne de respecter les dispositions les articles 1.4.1 et 4.3.5 de l'arrêté du 13 novembre 2012 modifié, de l'article R.541-45 susvisé et de l'arrêté ministériel du 28 avril 2014 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture du Puy-de-Dôme,

ARRÊTE

Article 1^{er} – La société Paprec Auvergne sise Route des Volcans Charlon 63230 Saint-Ours, est mise en demeure de respecter **dans un délai de 3 mois** à compter de la notification du présent arrêté, pour son activité d'entreposage de déchets de bois, les quantités maximales entreposées, fixées à l'article 1.4.1 de l'arrêté préfectoral du 13 novembre 2012 modifié.

Article 2 – La société Paprec Auvergne sise Route des Volcans Charlon 63230 Saint-Ours, est mise en demeure de respecter **dans un délai de 3 mois** à compter de la notification du présent arrêté, pour son site de transit de déchets l'article 4.3.5 de l'arrêté préfectoral du 13 novembre 2012 modifié en respectant les valeurs limites de rejets pour ses deux points de rejets d'eaux pluviales.

Article 3 – La société Paprec Auvergne sise Route des Volcans Charlon 63230 Saint-Ours, est mise en demeure de respecter dans un délai de **3 mois** à compter de la notification du présent arrêté, pour son site de transit de déchets l'article R.541-45 du code de l'environnement en conservant la traçabilité des déchets dangereux pour chaque détenteur de déchets dangereux.

Article 4 – La société Paprec Auvergne sise Route des Volcans Charlon 63230 Saint-Ours, est mise en demeure de respecter dans un délai de **3 mois** à compter de la notification du présent arrêté, pour son site de transit de déchets, l'article 4.3.5 de l'arrêté préfectoral du 13 novembre 2012 modifié en obtenant une nouvelle autorisation de déversement.

Article 5 – Dans le cas où les obligations prévues aux articles 1, 2, 3, et 4 ci-dessus ne seraient pas satisfaites dans les délais prévus et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, les sanctions prévues au II de l'article L. 171-8 du Code de l'Environnement.

Article 6 – Conformément à l'article L.171-11 du Code de l'Environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. En application de l'article R.421-1 du Code de justice administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Article 7 – Conformément à l'article R.171-1 du Code de l'environnement, le présent arrêté sera publié sur le site Internet des services de l'État dans le département du Puy-de-Dôme pendant une durée minimale de deux mois.

Article 8 – Le présent arrêté sera notifié à la société PAPREC AUVERGNE ; il sera publié au recueil des actes administratifs du département.

Le secrétaire général de la Préfecture du Puy de Dôme, Madame la Sous-Préfète de Riom, le Maire de Saint-Ours, le Directeur Régional de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement et les officiers de police judiciaire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au Responsable de l'Unité inter Départementale Cantal / Allier / Puy-de-Dôme de la DREAL Auvergne Rhône-Alpes.

Clermont-Ferrand, le 16 MARS 2026

Pour la Préfète et par délégation,
Le Secrétaire Général



Jean-Paul VICAT

Voies et délais de recours

En application des articles R.421-1 à R.421-7 du Code de justice administrative, et de l'article L.411-2 du Code des relations entre le public et l'administration, la présente décision peut faire l'objet, dans un délai de 2 mois à compter de sa date de notification, soit d'un recours administratif soit d'un recours contentieux.

Le recours administratif gracieux est présenté devant l'auteur de la décision.

Le recours administratif hiérarchique est présenté devant le supérieur hiérarchique de l'auteur de la décision.

Chacun de ces deux recours administratifs doit être formé dans les 2 mois à compter de la notification de la décision.

Le silence gardé par l'autorité administrative saisie pendant plus de 2 mois à compter de la date de sa saisine vaut décision implicite de rejet. Cette décision implicite est attaquable, dans les 2 mois suivant sa naissance, devant la justice administrative.

Le recours contentieux doit être porté devant la juridiction administrative compétente : Tribunal administratif, 6 Cours Sablon, 63033 Clermont-Ferrand Cedex. Le tribunal administratif peut aussi être saisi depuis l'application « telerecours citoyen », disponible sur le site internet suivant : <https://citoyens.telerecours.fr/>

